

REPERTOIRE N°004/ GCC

DU 14 MARS 2022

**DÉCISION N°004/GCC DU 14 MARS 2022 RELATIVE A LA REQUÊTE
DU PREMIER MINISTRE TENDANT AU CONTRÔLE DE
CONSTITUTIONNALITÉ DE LA LOI ORGANIQUE N°004/2022 PORTANT
ORIENTATION DU SYSTÈME D'INFORMATION DE SANTÉ EN
RÉPUBLIQUE GABONAISE**

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 15 février 2022, sous le n°071/GCC, par laquelle le Premier Ministre a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de contrôle de constitutionnalité de la loi organique n°004/2022 portant orientation du système d'information de santé en République Gabonaise ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi Organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la Loi Organique n°027/2021 du 31 janvier 2022 ;

Vu le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifié par le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°047/CC/2018 du 20 juillet 2018 ;

Le Rapporteur ayant été entendu

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a soumis à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de constitutionnalité, la loi organique n°004/2022 portant orientation du système d'information de santé en République Gabonaise ;

Sur la nature de la loi en examen

2-Considérant que la loi n°004/2022 portant orientation du système d'information de santé en République Gabonaise a été adoptée comme étant une loi organique ;

3-Considérant qu'il résulte de la lecture des dispositions des articles 47 et 51 de la Constitution que c'est celle-ci, elle-même, qui détermine les matières qui relèvent des domaines de la loi organique, de la loi ordinaire et du règlement ; qu'il s'ensuit, en l'espèce, que les principes fondamentaux de la santé ne sont pas du domaine de la loi organique, mais plutôt de celui de la loi ordinaire ; qu'il en découle que la loi n°004/2022 portant orientation du système d'information de santé en République Gabonaise est une loi ordinaire ; que pour être déclaré conforme à la Constitution, le qualificatif organique doit être retiré de toutes les dispositions de ladite loi;

4-Considérant que les autres dispositions de la loi n°004/2022 portant orientation du système d'information de santé en République Gabonaise ne sont entachées d'aucune inconstitutionnalité ; qu'il convient de les déclarer conformes à la Constitution.

DECIDE

Article premier: La loi n°004/2022 portant orientation du système d'information de santé en République Gabonaise est conforme à la Constitution, sous réserve de retirer le qualificatif organique de toutes les dispositions de ladite loi.

Article 2 : Les autres dispositions de la loi n°004/2022 portant orientation du système d'information de santé en République Gabonaise sont conformes à la Constitution.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Président du Sénat, au Président de l'Assemblée Nationale et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du quatorze mars deux mil vingt-deux où siégeaient :

Madame **Marie Madeleine MBORANTSUO**, Président,

Monsieur **Emmanuel NZE BEKALE**,

Madame **Louise ANGUE**,

Monsieur **Christian BIGNOUMBA FERNANDES**,

Madame **Lucie AKALANE**,

Monsieur **Jacques LEBAMA**,

Madame **Afriquita Dolorès AGONDJO ép. BANYENA**,

Monsieur **Edouard OGANDAGA**,

Monsieur **Sosthène MOMBOUA**, Membres,

Assistés de **Maître Elodie NGABINA KAMPALARI**, Greffier.

Et ont signé, le Président et le Greffier. /-

